



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE GENERALE

15/17 COURS VALMY
tours ALICANTE et CHASSAGNE
92800 Puteaux

Code AIOT : 0007405683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 dans l'établissement SOCIETE GENERALE implanté 15/17 COURS VALMY tours ALICANTE et CHASSAGNE 92800 Puteaux. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite s'inscrit dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC) pour l'année 2025 (la dernière inspection remontant au 17/01/2018).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE GENERALE
- 15/17 COURS VALMY tours ALICANTE et CHASSAGNE 92800 Puteaux
- Code AIOT : 0007405683
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation a été autorisée le 28 novembre 1993.

En 2006, l'exploitant a signalé une modification de l'installation qui a fait l'objet d'un nouveau dossier d'autorisation et a conduit à l'arrêté d'autorisation du 11 mars 2008. Suite aux rapports de l'inspection des installations classées du 19/08/2014 et du 17/01/2018, les activités du site sont classées de la façon suivante :

1) Installation de combustion et cuves connexes :

- exploitation de **groupes électrogènes pour une puissance de 40,116 MW classée au titre de la rubrique 2910-A-1 soumis au régime de l'enregistrement** (8 groupes électrogènes dont 6 dans la tour et 2 dans un parking à proximité),
- **5 cuves "aériennes" de fioul domestique** pour une quantité totale de 270 m³, correspondant à une capacité maximale de FOD de 235 tonnes. Cette installation est classée au titre de la rubrique 4734-2-c soumis au régime de la déclaration avec contrôle.

2) Installations avec gaz frigorigènes

- en 1993 (date de la première autorisation), il y avait des **groupes froids utilisant des fluides frigorigènes** pour une puissance de refroidissement de 2 292 kW et classées au titre de la rubrique 2920-2-a.

Cette rubrique a été modifiée par le décret n° 2010-1700 du 30/12/2010 pour ne plus viser les installations qui relèvent de la rubrique 1185-2-a. Or, la Société Générale contenait au maximum 230 litres de fluides frigorigènes. Par conséquent, ils n'étaient pas classés au titre de la rubrique 1185-2-a. En 2018, la rubrique 1185 a été remplacée par la rubrique 4802 et les seuils de classement ont été modifiés. A cette époque, la Société Générale exploitait une installation avec une quantité de 1392kg. Par conséquent, l'exploitant a été soumis au régime de déclaration au titre de la rubrique 4802-2-a, avec le bénéfice de l'antériorité.

Enfin, par décret n°2018-900 du 22/10/018, la rubrique 4802 a été transférée vers la rubrique 1185. Par conséquent, l'installation des groupes froids est donc classée au titre de la **rubrique 1185-2-a soumis au régime de la déclaration avec contrôle**

-exploitation d'installations d'extinction utilisant des CFC, Halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés (**Rubrique 1185-2-b soumis au régime de la déclaration**).

3) Ateliers de charges de batterie

Jusqu'à présent, **aucun atelier de charge de batterie n'a été déclarée**. L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 29/08/2022 .Il y fait état d'une installation avec une puissance électrique de 390,7kW. Le seuil de classement en régime de la déclaration de la **rubrique 2925-2** étant de 600kW, l'exploitant conclut, qu'en l'absence de batterie lithium, son installation **n'est pas classée au titre de cette rubrique**.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- REACH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas d'observation hors point de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement R 2910	Décret du 03/08/2018, article Art 1	Reclassement ICPE Un projet d'APC sera communiqué lorsque l'exploitant aura satisfait au point de contrôle n° 2	/
2	Classement R 2925	Décret du 28/10/2019, article Art 1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Classement R 1185	Décret du 22/10/2019, article Art 1	Reclassement ICPE Un projet d'APC sera communiqué lorsque l'exploitant aura satisfait au point de contrôle n° 2	/
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art 15	Demande d'action corrective	3 mois
5	Matériels en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art 23 Arrêté Ministériel du 29/05/2000, point 4.4 Annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
6	Entretien des installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art 24 Arrêté Ministériel du 29/05/2000, point 3.6 Annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
7	Fiche Données de Sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article Art 31	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection 20/08/2025, la situation administrative de l'installation fait l'objet de plusieurs mises à jour importante :

- en lien avec le point de contrôle n°1 et la mise à jour de la **rubrique n° 2910**, l'installation de combustion reste soumise au **régime d'enregistrement** ;
- en lien avec le point de contrôle n°2, il est demandé à l'exploitant de déclarer son installation de batteries associées aux onduleurs au titre de la **rubrique 2925-1** et de corriger son porter à connaissance du 29/08/2022 en demandant une modification de son arrêté préfectoral ;

- en lien avec le point de contrôle n° 3, compte tenu de la modification de la nomenclature, du porter à connaissance du 13/07/2023 et des observations réalisées lors de l'inspection, la Société Générale **reste classée au titre de la rubrique 1185-2-a mais n'est plus concerné par un classement au titre de la rubrique 1185-2-b.**
- Pas de changement sur le classement dans la rubrique 4734 – 2- au régime de la **déclaration avec contrôles**

De plus, il est demandé à l'exploitant de :

- tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan des « locaux batteries » et un plan des « locaux générateurs » pour les groupes électrogènes ;
- mettre en place un plan d'actions correctives afin de répondre à tout écart ou anomalie de la colonne 2 de l'évaluation des risques du rapport de vérification de la mise en œuvre de réglementation ATEX par BUREAU VERITAS du 30/10/2023, ceci afin de répondre aux actions de prévention ou de protection à mettre en œuvre pour réduire le niveau de risque défini en colonne 8 de cette évaluation des risques ATEX et lever toute non-conformité ;
- rédiger un programme d'action visant à remplacer les batteries défectueuses mises en évidence par les rapports de contrôle des installations électriques puis justifier les procédures de maintenance préventives mises en place ;
- tenir à disposition une FDS à jour sur le FOD au poste de travail (dans le local des groupes électrogènes et dans le local des cuves de FOD).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement R 2910

Référence réglementaire : Décret du 03/08/2018, article Art 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement R 2910
Prescription contrôlée : Décret n° 2018-704 du 03/08/18 modifiant la nomenclature des installations classées et notamment la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et la rubrique de classement R 2910 « désormais libellée comme suit : « (...) Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770,2771,2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW » ENREGISTREMENT
Constats : L'installation a été autorisée le 28 novembre 1993. En 2006, l'exploitant a signalé une modification de l'installation suivie d'un nouveau dossier d'autorisation. En définitive, l'arrêté d'autorisation du 11 mars 2008 a encadré l'exploitation de groupes électrogènes pour une puissance de 40,116 MW (2910-A-1) soit 8 groupes électrogènes dont 6 dans la tour, et 2 dans un parking à proximité. En l'état actuel, deux groupes électrogènes sont hors-service et ne sont plus en exploitation : -le groupe électrogène GEL 200 d'une puissance de 7 260kWth/unitaire. Ce groupe a été consigné électriquement le 16/06/2020 ; -le groupe électrogène GEL 500 d'une puissance de 4 388kWth/unitaire. Ce groupe a été consigné électriquement en 2023. Ces 2 groupes électrogènes ne sont plus opérationnels (Alternateur Hors Service sur le groupe GEL100 et percement des échangeurs eau/huile sur le groupe GEL 500). Ils ne sont plus raccordés aux cuves de FOD et consignés électriquement. En effet, l'exploitant a procédé à la fermeture et le démontage de la poignée de la vanne d'arrivée de FOD au niveau de l'arrivée FOD de chaque groupe électrogène. Par conséquent, ces 2 groupes électrogènes ne sont plus à considérer dans le calcul de puissance totale de l'installation.

Les autres groupes ont la puissance suivante :

- groupes électrogènes GEL100, GEL 300et GEL 400 puissance de 7 260kWth/unitaire ;
- groupe électrogène GEL 600 : puissance de 4 388kWth/unitaire ;
- groupes électrogènes GEL 700 et GEL 800 : puissance de 1 150kWth unitaire ;

La puissance thermique totale de l'installation (Tours Alicante/Chassagne et parking) est donc de 28 468kWth (au lieu de 40,116 MW).

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet des Hauts-de-Seine d'actualiser le classement de l'installation : R 2910-A-1 soumis à enregistrement.

Un projet d'APC en ce sens vous sera communiqué lorsque l'exploitant aura satisfait au point de contrôle n° 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Actualisation du classement ICPE – en attente

Proposition de délais : /

Référence réglementaire : Décret du 28/10/2019, article Art 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement R 2925
Prescription contrôlée : « Décret n° 2019-1096 du 28/10/19 modifiant la nomenclature des installations classées et notamment la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et la rubrique de classement R 2925 pour la protection de l'environnement désormais libellée comme suit : « (...) Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') . 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW », » DECLARATION
Constats : L'inspection a fait le constat d'une non-conformité. L'exploitant a fourni un tableau de classement pour les ICPE associé à un Porter à Connaissance pour les ICPE susceptibles de relever du classement sous la rubrique 2925. Ce tableau de classement fait mention d'une puissance électrique de 390,7kW. Cependant pour rappel : les onduleurs convertissent le courant électrique en courant alternatif alors que les batteries sont des sources d'énergie de courant continu. En effet, les onduleurs exploités par la société Générale pour les tours Alicante et Chassagne sont associées à des "batteries à recombinaison étanches au plomb" (et non à des redresseurs) au nombre de 14 sur 20 onduleurs d'après les colonnes 6 et 13 du tableau représentant le plan de maintenance des onduleurs fourni par l'exploitant le 20/08/2025. Il s'agit donc de "chaînes ondulées" (avec association de batteries dans 14 cas sur 20 dans le cas présent). Or le tableau de puissance électrique "alternative" des onduleurs associée à des batteries dans le plan de maintenance fourni par l'exploitant présente un chiffre nettement supérieur à 50kW pour la rubrique R 2925-1 (batteries avec risque de dégagement d'hydrogène durant la charge) mais aussi supérieur à 600 kW correspondant au seuil de classement sous la rubrique R 2925/2°-DC (batteries sans risque de dégagement d'hydrogène en fonctionnement normal durant la charge). Par ailleurs, l'exploitant a remis lors de la visite un rapport de vérification de la mise en œuvre de la réglementation ATEX par BUREAU VERITAS du 30/10/2023. Ce document précise dans la fiche n°01 (page 7) qu'il y a "génération de gaz lors de la charge des batteries stationnaires" et que ces dégagements se produisent à l'intérieur des armoires « pour les sources centralisées de sécurité » (onduleur SOCOMEC DELPHYS MP 120 kVA muni de 180 batteries de marque YAUSA). Par ailleurs, d'après ce rapport il y a risque de dégagement d'hydrogène (coffret ou armoires) durant la charge d'après le rapport ATEX de Bureau VERITAS pour d'autres fiches.

On peut ainsi mentionner :

- l'alimentation de secours du fonctionnement de la GTB en cas de coupure de courant (fiches n°02, n°03, n°05, n°06, n°07) ;
- les 195 batteries associées aux onduleurs SOCOMEC DELPHYS MX ELITE pour le fonctionnement des salles informatiques (fiche n°04) ;
- les 86 batteries de marque yuasa (fiche n°08) associées à un onduleur SOCOMEC DELPHYS BC assurant le fonctionnement des installations électriques en cas de coupure de courant ;

Ce rapport ATEX de BUREAU VERITAS contient 47 fiches applicables aux onduleurs avec batterie source centralisée, chargeur-redresseur, onduleur avec simple batterie, groupe de détection incendie, système incendie, groupe électrogène et contrôle d'accès.

L'inspection des installations classées a procédé à un examen des fiches par échantillonnage . Cet examen permet de conclure que l'exploitant doit déclarer les batteries associées aux onduleurs ou justifier une exemption de classement ICPE pour la rubrique 2925-1°. Dans le cas où il déclarerait son installation de batterie, il devra également corriger son Porter à connaissance du 29/08/2022.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Classement R 1185

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2019, article Art 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement R 1185
Prescription contrôlée : Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et notamment la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et la rubrique de classement R 4802 pour la protection de l'environnement désormais modifiée et libellée comme suit en : R 1185 : « (...) 1.1.Toxiques - Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (...) » DECLARATION
Constats : Pour rappel, les fluides frigorigènes en lien avec les groupes froids sont classées au titre de la rubrique 1185-2-a et l' installation d'extinction utilisant des CFC, Halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés au titre de la rubrique 1185-2-b . <u>Concernant l'installation classée au titre de la rubrique 1185-2-a:</u> Dans son porter à connaissance du 13/07/2023, l'exploitant fait état de 1985,53 kg de fluide frigorigène (1746 kg de R 134 A, 87 kg de R 404, et 153 kg de R 449 A). La classement reste inchangée. <u>Concernant l'installation classée au titre de la rubrique 1185-2-b :</u> L'exploitant a expliqué lors de l'inspection avoir déposé son installation d'extinction au FM 200 (élimination de 874 kg) au 2ème trimestre de 2023. Il a transmis suite à la visite les BSDI des 19 bouteilles de FM 200 issues du dé-commissionnement. Ces documents n'appellent pas d'observation. Par conséquent, le classement au titre de la rubrique 1185-2-b n'a plus lieu d'être. L'inspection des IC propose de prendre acte de la suppression du classement au titre de la rubrique 1185-2-b et de ré-actualiser le classement de l'installation 1185-2a (soumis à déclaration avec contrôle). Un projet d'APC en ce sens vous sera communiqué lorsque l'exploitant aura satisfait au point de contrôle n° 2.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Actualisation du classement ICPE – en attente
Proposition de délais : /

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art 15
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : « Localisation des risques (...) L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques (....) »
Constats : L'inspection des IC a fait le constat d'une non-conformité. Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier qui inclut : - des plans d'accès aux groupes froids et froid alimentaire (accès Production avec chambres froides et RIE au niveau R00, Accès Production, centrale froid/RIE de R 134 A au niveau P01, Fréon pour des groupes frigorifiques de 6X256 kg au niveau P01, cellules froid de 10kg de R 404 et cellules froid de RIE au R 449 A de 7kg au niveau R 01, dispositifs d'extinction au HFC 227 au niveau T03) ; - un plan IGH (immeuble de grande hauteur) avec 1/ les cuves d'huile (deux cuves d'huile de parking de 500 litres unitaire au niveau T01, deux cuves d'huile de 3000 litres au niveau T 04) ; 2/ les cuves de FOD (une cuve de FOD du parking de 30m3 et une autre cuve de FOD du parking de 1000 litres, quatre cuves de FOD de l'IGH de 60m3 au niveau T 01) ; Ces plans représentent ces stockages vis à vis de l'emprise de l'Immeuble de Grande Hauteur (IGH), voir à l'intérieur de celui-ci. Cependant, l'inspection des IC a aussi fait le constat d'une part de l'absence de plan de localisation des « locaux batteries » et d'autre part de plan des « locaux générateurs » pour les groupes électrogènes (quoique la localisation des cuves de FOD connexes est représentée vis à vis de l'IGH). L'exploitant doit lever cette non-conformité, et transmettre à l'inspection ces plans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Matériels en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art 23 / Arrêté Ministériel du 29/05/2000, point 4.4 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels en atmosphères explosibles
Prescription contrôlée : art 23 « Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 15 et recensées comme pouvant être à l'origine de la formation d'une atmosphère explosive, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R 557-7-1 à R 557-7-9 du code de l'environnement. Elles (...) sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. L'exploitant tient à jour leur inventaire, et dispose de ces justificatifs de conformité ». point 4.4. Annexe I Matériel électrique de sécurité Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 et se référant aux atmosphères explosibles, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs , contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
Constats : L'exploitant a remis lors de la visite un rapport de vérification de mise en œuvre de la réglementation ATEX du 30/10/2023 par BUREAU VERITAS. Il inclut : -un classement des zones ATEX ; -un audit d'adéquation des équipements ATEX ; -une évaluation des risques d'explosion ; Ce rapport BUREAU VERITAS vise 47 fiches relatives à des batteries stationnaires. Ce document mentionne dans la fiche n°01 (page 7) qu'il y a " <i>génération de gaz lors de la charge des batteries stationnaires</i> " et que ces dégagements se produisent à l'intérieur des armoires pour les sources centralisées de sécurité "(onduleur SOCOMEC DELPHYS MP 120 kVA muni de 180 batteries de marque YAUSA)". Par ailleurs, d'après ce rapport il y a risque de dégagement d'hydrogène (coffret ou armoires) durant la charge d'après le rapport ATEX de Bureau VERITAS pour d'autres fiches. Il est ainsi possible de citer : - l'alimentation de secours du fonctionnement de la GTB en cas de coupure de courant (fiches n°02, n°03, n°05, n°06, n°07) ; - les 195 batteries associées aux onduleurs SOCOMEC DELPHYS MX ELITE pour le fonctionnement des salles informatiques (fiche n°04) ;

- les 86 batteries de marque yuasa (fiche n°08) associées à un onduleur SOCOMEC DELPHYS BC assurant le fonctionnement des installations électriques en cas de coupure de courant ;

L'évaluation des risques du rapport VERITAS dresse les constats suivants de maîtrise des risques pour ces 7 fiches en colonne 2 ou constats de maîtrise du risque ayant une influence sur les sources d'inflammation :

- les équipements électriques et non électriques ne sont pas adaptés aux zones ATEX ;
- les équipements électroniques ne sont pas proscrits en zone ATEX ;
- le matériel ATEX ne fait pas l'objet de contrôles périodiques ;
- le personnel de maintenance est formé en zone ATEX mais il convient de sensibiliser le personnel intervenant en zone ATEX ;

Il s'agit d'une non-conformité.

A noter l'absence de détection d'hydrogène mais l'évaluation des risques du rapport VERITAS ne conclut pas à la nécessité d'une détection d'hydrogène, et indique que la ventilation des emplacements de charge est mécanique permettant d'éviter l'accumulation de gaz. La dilution de la ventilation est qualifiée de moyenne et de disponibilité assez bonne au sens de la norme NF EN 60079-10-1.

L'exploitant devra donc mettre en place un plan d'actions correctives afin de répondre à tout écart ou anomalie de la colonne 2 de l'évaluation des risques du rapport de vérification de la mise en œuvre de réglementation ATEX du 30/10/2023, ceci afin de répondre aux actions de prévention ou de protection à mettre en œuvre pour réduire le niveau de risque défini en colonne 8 de l'évaluation des risques ATEX, et lever toute non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art 24 / Arrêté Ministériel du 29/05/2000, point 3.6 Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Art 24 « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des IC les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées ». point 3.6. Annexe I « Vérification périodique des installations électriques Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. »
Constats : L'inspection des IC a fait le constat d'au moins deux non conformités : <u>Température des locaux batteries</u> L'exploitant a fourni plusieurs rapports qui indiquent une température supérieure à 25 °C dans les locaux alors que le contrôle est daté de novembre 2024. Ainsi, le rapport FRVI24017730 : "Maintenance annuelle de l'onduleur DMP EMergency 160KVA nommé CS CT4 ASI 210" situé au R-4 CHASSAGNE "éclairage de sécurité" présente une température du local supérieure à 25°C. Celle-ci est donc susceptible d'altérer la durée de vie des batteries - <u>Programme de remplacement des batteries défectueuses</u> Par ailleurs d'autres rapports de contrôle des installations électriques montrent la nécessité de remplacer les batteries. Par exemple : - le rapport FRVI24017734 : module Parking mentionne "circuit batterie à remplacer en octobre 2024" ; - le rapport FRVI24017741 indique que le matériel en bypass est à remplacer ; - le rapport FRVI2407454 prévoit une Intervention sur "la chaine ondulée CSI 400 : OND 410 / OND 420 / BPS 410 S/N : 11100342825001 du Local Onduleur au R-2" (charge en Bypass depuis le 17 juin 2024) ; En conséquence, l'exploitant doit : - mettre en place un programme d'action visant à remplacer les batteries défectueuses (avec tableau de suivi) ; - justifier les procédures de maintenance préventives mises en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Fiche Données de Sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Art 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche Données de Sécurité
Prescription contrôlée : <p>Article 31 du Règlement « REACH » (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 : « (...) 1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 (...)</p> <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois. (...) »</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté une FDS du 20/08/2013 pour le fioul premier de la société Total. Cette FDS fait mention :</p> <ul style="list-style-type: none">- du numéro d'enregistrement REACH 01-2119484664-27 ;- du numéro CAS 68334-30-5 ;- du numéro CE 269-822-7 ;- des éléments d'étiquetage avec les mentions de danger, conseils de prudence et les pictogrammes conformes au règlement CE n°1272/2008 ; <p>Toutefois, l'inspection a constaté l'absence de FDS sur le FOD au poste de travail, soit :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le local des groupes électrogènes ;- dans le local des cuves de FOD ; <p>Il s'agit d'une non-conformité que l'exploitant doit lever.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois